

D 1079 **NICARAGUA: DIRIGEANTS, OBJECTIFS ET MÉTHODES
DE L'OPPOSITION DE LA FDN**

La Force démocratique nicaraguayenne (FDN) est le premier et le mieux organisé des mouvements d'opposition armée au régime sandiniste. Lancé dès 1980 par d'anciens officiers de la Garde nationale de Somoza, le mouvement de la contre-révolution ou "Contra" s'est structuré en août 1981 avec la mise en place d'un directoire de sept membres civils et militaires. Quelques mois plus tard, en décembre 1981, la FDN déclenchait officiellement les hostilités à partir du Honduras avec le "Noël rouge" (cf. DIAL D 761).

Nous donnons ci-dessous un long document émanant d'un des premiers membres civils du directoire de la FDN, Edgar Chamorro Coronel, expulsé de l'organisation le 20 décembre 1984. L'auteur raconte la genèse du groupe, donne les noms des protagonistes, explique le rôle des Nord-Américains de la CIA, parle du "manuel du guérillero" de la FDN (cf. DIAL D 1015), et exprime ses doutes grandissants.

Ce document est la déposition écrite - Edgar Chamorro habite aux Etats-Unis - donné en septembre 1985 devant la Cour internationale de justice de La Haye, dans le procès intenté par le Nicaragua contre les Etats-Unis après le minage des ports nicaraguayens par la CIA en avril 1984 (cf. DIAL D 961).

Les témoignages de transfuges politiques sont, a priori, à recevoir avec circonspection. Ils n'en sont pas moins, a posteriori, fort précieux et hautement significatifs. N'a-t-on pas, au Nicaragua, le cas contraire d'Humberto Belli, ancien sandiniste devenu conseiller fort prisé des milieux ecclésiastiques d'opposition? (cf. DIAL D 862 et 912).

Note DIAL

**DÉPOSITION ÉCRITE D'EDGAR CHAMORRO CORONEL
DEVANT LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE DE LA HAYE
DANS LE PROCÈS INTENTÉ PAR LE NICARAGUA CONTRE LES ÉTATS-UNIS
(septembre 1985)**

(Intertitres de DIAL)

Le 7 décembre 1982 je me suis réuni avec cinq Nicaraguayens et deux Nord-Américains dans une luxueuse chambre de l'hôtel Quatre-Ambassadeurs, au centre de Miami, pour préparer la conférence de presse que nous tiendrions le lendemain (1).

Les Nicaraguayens étaient des opposants de premier plan (pas tellement moi) aux régimes de Somoza et des sandinistes, et ils seraient présentés comme dirigeants de la Force démocratique nicaraguayenne (FDN) c'est-à-dire la Contra. Les Nord-Américains étaient des agents de la CIA: celui qui les dirigeait, connu de nous comme Tony Feldman, était accompagné de Thomas Castillo, un de ses nombreux aides. Ils voulaient s'assurer que nous dirions les choses correctement pour notre première comparution publique commune.

(1) Il faut rappeler que le déclenchement réel et officiel de la contre-révolution armée a eu lieu avec l'"Opération Noël rouge" du 26 décembre 1982, soit dans les semaines qui ont suivi la conférence de presse du 8 décembre [(NdT)].

(Conférence de presse à Miami le 8 décembre 1982)

Feldman avait amené deux avocats de Washington, qui nous ont mis au courant de l'Acte de neutralité, une loi interdisant aux citoyens de s'engager dans des actes de guerre contre un autre pays à partir du territoire des Etats-Unis. La préoccupation de Feldman était que nous puissions dire que nous cherchions à faire tomber les sandinistes, ce qui était, bien entendu, exactement notre propos. Il a souligné fortement qu'au lieu de cela, nous devons dire que nous cherchions à "créer les conditions de la démocratie". Ensuite nous nous sommes interrogés sur ce que nous pensions être le lendemain matin les questions les plus probables.

"D'où recevez-vous l'argent?", demanda quelqu'un. "Dites que vos ressources doivent rester confidentielles", conseilla Feldmann, en réponse exacte et très intelligente.

"Avez-vous eu des contacts avec des fonctionnaires du gouvernement des Etats-Unis?" Les gens de la CIA ont reconnu que ce n'était pas une question facile; nous aurions seulement à mentir en répondant par la négative.

L'exercice a duré trois heures.

La conférence de presse a eu lieu à Fort Lauderdale pour éviter le risque d'une manifestation à Miami. Elle a été très solennelle et imposante. Nous sommes entrés au centre des conférences de l'hôtel Hilton en file indienne, comme si nous étions un gouvernement prenant possession. La seule chose qui manquait, c'était la musique.

Puis j'ai lu notre déclaration de principes et d'objectifs. *"En tant que dirigeants du Front démocratique nicaraguayen, ai-je déclaré, nous nous engageons à orienter et à soutenir les efforts du peuple nicaraguayen pour la restauration de l'honneur sacré de la patrie, en offrant pour cela nos biens, notre dévouement et même, si nécessaire, nos propres vies"*. J'ai éprouvé un certain remords en récitant ces phrases; le texte original ne comportait pas ces propositions, mais les gens de la CIA nous avaient imposé leur version. Un jeune dénommé George (je n'ai jamais su son nom de famille) avait appelé de Washington pour revoir notre déclaration et la réécrire. A titre de valeur étrangère il a offert jusqu'à nos propres vies.

Les sept dirigeants que nous étions et qui répondions aux questions n'avaient jamais travaillé ensemble. Jusqu'alors la Contra avait surtout été un mouvement militaire sous la conduite des anciens gardes nationaux de Somoza, qui combattait contre les sandinistes sur la frontière avec le Honduras. Cette force avait été entraînée et conseillée par des officiers argentins. Comme civils, nous avons été occupés à des activités antisandinistes aux Etats-Unis mais nous n'avons aucun lien formel avec les chefs militaires; la CIA s'était chargée de réunir les groupes en échange d'argent et de promesses explicites de soutien.

Jusqu'au jour de la répétition de la conférence de presse, je ne connaissais même pas Enrique Bermúdez, l'ancien garde national qui commandait les troupes de la Contra au Honduras. Alfonso Callejas, ancien vice-président du Nicaragua qui s'était séparé de Somoza en 1972 et qui vit maintenant au Texas, venait d'arriver le matin même en passant directement de l'aéroport à la conférence de presse; nous lui avons déclaré qu'étant donné son absence à la répétition, il valait mieux qu'il ne dise rien. Mais comme il a absolument voulu parler, nous nous sommes ingéniés à raccourcir ses réponses, ce qui a limité les dégâts.

Il y a eu quelques contradictions inévitables dans nos réponses; nous avons pris soin de dire que nous n'avons aucun lien formel avec les "combattants de la liberté" qui se battaient contre l'armée sandiniste à la frontière du Honduras,

tout en reconnaissant que nous avions pour eux une grande admiration. Nous avons de plus annoncé que le directoire placerait les forces militaires de la Contra sous contrôle civil. Notre sentiment général était que nous avions causé une bonne impression. Le soir, quand j'ai revu Thomas Castillo, il m'a dit sa satisfaction. Nous sommes revenus à Miami et j'ai commencé mes deux années de Contra.

(Curriculum vitae d'Edgar Chamorro)

Compte tenu de mes antécédents familiaux, je dois dire que je suis entré tardivement dans la politique nicaraguayenne. Après les Somoza, ma famille est sans doute la plus connue au Nicaragua: quatre Chamorro ont été présidents du Nicaragua au 19e siècle et au début du 20e. Ma famille a dirigé le Parti conservateur qui a été pendant des décennies le principal opposant du Parti libéral de Somoza. Comme beaucoup de membres de ma famille, mon père a été pourchassé et emprisonné à plusieurs reprises par Somoza. Cependant j'ai choisi l'enseignement plutôt que la politique, et je suis entré chez les jésuites en 1950 à l'âge de 19 ans. Je suis devenu prêtre et professeur après des études à l'Université catholique d'Equateur et dans les universités de San Luis et Marquette. Par la suite je suis devenu professeur à temps complet et doyen du cycle d'humanités à l'Université catholique de Managua. Après avoir renoncé à l'état ecclésiastique en 1969, j'ai continué mes études jusqu'à la maîtrise à l'Université de Harvard en 1972.

La Révolution sandiniste a commencé pour moi avec le tremblement de terre qui a détruit Managua en 1972. Nous avons compris que les grands édifices apparemment indestructibles pouvaient être réduits en miettes en quelques minutes. Je ne suis pourtant pas entré encore en politique; j'ai fondé à Managua "Publicité création", ma propre agence de publicité, et j'ai géré les affaires financières de ma famille avec, entre autres, la distribution de General Motors, de Toyota et de la bière la plus populaire au Nicaragua, la "Toña". Ma seule aventure politique a été d'accepter en 1977 une affectation diplomatique d'une année à la Mission du Nicaragua aux Nations-Unies (sous le régime de Somoza, certains membres du Parti conservateur d'opposition, auquel j'étais inscrit, se voyaient attribuer des charges publiques sans importance). L'action la plus politique que j'ai menée à ce poste a été de faire passer secrètement, en octobre 1977, un message d'amis sandinistes à l'ambassadeur des Etats-Unis Andrew Young pour lui demander de dénoncer Somoza, ce qu'il n'a pas fait.

En 1978 j'ai apporté une aide modeste sous d'autres formes, tandis que l'insurrection contre Somoza commençait. J'ai caché dans la chambre de mes enfants Sergio Ramírez, à l'époque pourchassé par la garde nationale, et un ami proche, aujourd'hui vice-président aux côtés de Daniel Ortega. Mais le chaos grandissant de Managua en 1979 m'a fait craindre pour ma sécurité et celle des miens. Les avions de Somoza bombardaient les quartiers près de chez moi et les gardes nationaux, désespérés, tiraient sur les innocents dans les rues. Le 17 juin, un mois avant la chute de Somoza, ma femme, moi et nos deux enfants sommes partis pour Miami.

Je suis revenu en septembre 1979 pour voir si les choses s'étaient calmées suffisamment et nous permettaient de rentrer. Je suis allé jusque dans le Sud rendre visite à un oncle et j'ai assisté à une manifestation au cours de laquelle la direction sandiniste transmettait le pouvoir aux autorités locales. De nombreux leaders de la révolution étaient là, tels que Daniel Ortega, Sergio Ramírez et Violetta Chamorro, la veuve de mon cousin éloigné Pedro Joaquín Chamorro, directeur anti-somoziste du journal "La Prensa", assassiné en 1978. En bavardant avec les dirigeants dans un climat enthousiaste après la manifestation, j'ai pu comprendre que Castro contrôlait la révolution, non pas en tant que manipulateur mais parce que la Révolution cubaine était le seul exemple révolutionnaire. Même

les gens les moins fanatiques, comme Violeta (2), parlaient beaucoup ce jour-là. "Maintenant c'est le tour d'El Salvador!" criait-elle. Je n'ai pas voulu m'opposer; j'ai pensé que l'état d'esprit de la révolution était authentique et vrai; j'ai compris que si je me joignais à eux ma vie serait prisonnière de l'idéologie de la révolution. Je leur ai souhaité bonne chance; si j'avais été plus jeune et célibataire, peut-être aurais-je rejoint la cause.

(Alliance de l'opposition armée en août 1981)

De retour à Miami, j'ai continué à participer tous les quinze jours à peu près à des réunions informelles avec d'autres exilés nicaraguayens. Beaucoup d'entre eux étaient comme moi membres du Parti conservateur et se montraient favorables à un changement social, mais pas aussi profond que la transformation révolutionnaire proclamée par les sandinistes.

Notre groupe a pris forme en fin 1980 quand Francisco Cardenal, un ingénieur en vue, a abandonné le Nicaragua et s'est uni à nous à Miami (3). Nous avons pris le nom de "Union démocratique nicaraguayenne", mais nous nous sommes contentés d'envoyer des lettres à des membres du Congrès pour leur demander de suspendre l'aide aux sandinistes. A l'époque, Francisco Cardenal recevait de l'argent de la CIA; il se rendait souvent à Washington pour des réunions avec des gens de "l'agence" et du Département d'Etat, de même qu'au Honduras pour des contacts avec les anciens gardes nationaux.

En 1980, à mesure que nous voyions les sandinistes devenir plus répressifs, beaucoup d'entre nous ont été convaincus qu'il fallait les remplacer et que la seule façon de le faire c'était l'opposition armée. D'après nous, les sandinistes étaient allés trop loin dans l'imitation de Cuba et dans les slogans étrangers à la situation du Nicaragua. Finalement, la mort de Jorge Salazar en novembre 1980(4) a clairement montré que les sandinistes ne toléreraient pas une opposition politique sérieuse.

En août 1981, notre groupe a envoyé un délégué à une réunion importante au Guatemala avec des fonctionnaires nord-américains, des gardes nationaux nicaraguayens et leurs conseillers militaires argentins. Etions-nous d'accord pour unir nos forces? La question a donné lieu à de longs débats dans la communauté des exilés de Miami; je me souviens avoir beaucoup discuté et argumenté des nuits durant en faveur d'une telle alliance. Je prétendais, de façon erronée bien entendu comme on l'a vu plus tard, que les gardes nationaux de Somoza étaient des soldats de métier et pas nécessairement des gens mauvais par nature. J'insistais aussi sur le fait que nous étions dans l'incapacité d'entraîner une armée et qu'il fallait donc avoir recours à ceux qui en avaient une. Les autres répondaient en racontant comment ils avaient été injustement arrêtés, frappés ou volés par la garde nationale; ils insistaient pour dire que quiconque avait été associé à la garde nationale qui avait causé tant de dommages au Nicaragua ne devait jamais travailler avec nous. En dépit de toutes les objections, nous avons joint nos efforts à ceux de la Contra au Honduras.

Francisco Cardenal, avec un autre civil, et Enrique Bermúdez (5) sont alors devenus les dirigeants de la Contra. Cardenal s'est tout de suite heurté aux chefs militaires; c'était un nationaliste, un obstiné et il nourrissait une profonde répu-

(2) Violeta Chamorro, membre de la Junte gouvernementale de reconstruction nationale en 1979, en a démissionné en avril 1980 pour devenir aujourd'hui l'une des figures de proue de l'opposition non armée au régime sandiniste [NdT].

(3) Francisco Cardenal, membre du Conseil supérieur de l'entreprise [COSEP], était à ce titre membre du Conseil d'Etat jusqu'en mai 1980 [NdT].

(4) Jorge Salazar Argüello était le président de l'Union des producteurs agricoles du Nicaragua et le vice-président du Conseil supérieur de l'entreprise privée [COSEP]. Il a été tué par les forces de l'ordre dans la localité de El Crucero, près de Managua, le 17 novembre 1980. Le 12 novembre précédent, le COSEP avait quitté le Conseil d'Etat [NdT].

(5) Membre de la garde nationale, l'un des premiers chefs militaires de la Contra au Honduras [NdT].

gnance envers la garde nationale. Il espérait que les civils prendraient la direction ; il a voulu prendre prématurément le contrôle des militaires et son insistance lui a valu d'être expulsé du Honduras par Bermúdez en septembre 1982.

(Organisation des civils de la Contra)

Conspirer contre les sandinistes n'était pas ma seule préoccupation. En novembre 1982 je travaillais à Cargill comme courtier en valeurs quand j'ai reçu un coup de téléphone absolument inattendu, en provenance d'un Nord-Américain disant s'appeler Steve Davis. *"Je vous parle au nom du gouvernement des Etats-Unis"*, m'a-t-il dit d'une voix habituée à donner des ordres; il m'a demandé d'aller le voir le jour même. Au cours du déjeuner que nous avons pris ensemble dans un restaurant près de ma maison de Key Biscayne, il m'a dit que Cardenal avait pris ses distances par rapport aux gardes nationaux et il m'a appris que les Etats-Unis voulaient renforcer la direction politique dans la Contra.

Je lui ai répondu que j'étais favorable à une sorte de "Congrès Contra" composé de 21 Nicaraguayens connus; je lui ai expliqué que je voyais bien des avantages à la chose. Premièrement, cela permettrait un dialogue accru et une plus grande participation civile, et cela ouvrirait probablement de nouvelles perspectives contre les sandinistes. Deuxièmement, cela permettrait d'inclure des représentants d'autres groupes rebelles, comme l'ancien sandiniste Edén Pastora qui avait fait savoir qu'il n'aurait aucun contact avec les gardes nationaux. Troisièmement, un chef militaire ne pourrait défier ou contrecarrer vingt personnalités. Quatrièmement et le plus important, je voulais affirmer la suprématie des lois, non celle des hommes, dans l'opposition nicaraguayenne. J'estimais nécessaire également d'avoir une Constitution écrite et des procédures légales nous empêchant de tomber dans la faiblesse permanente des Latino-Américains devant un caudillo.

Ma proposition plut à Davis. Cependant dès cette première réunion j'ai eu l'impression de bénéficier de faveurs particulières de la part des agents de la CIA; ils vont tout de suite dans le sens de ce qu'on dit: *"Parfait. Nous sommes tout à fait d'accord"*; Davis connaissait mon point de vue, aussi devait-il donner à penser qu'il était progressiste. *"Dans le directoire nous ne voulons personne qui ait été somoziste, qui ait volé au Nicaragua ou qui ait commis des crimes"*, disait-il en exagérant manifestement. Au moment de partir il m'a annoncé que je ne le verrais pas fréquemment; c'est un autre agent qui pourrait me rendre visite en son nom à certains moments. C'est ce qui s'est passé; dans les jours suivants d'autres personnes sont venues me voir, dans un climat plus ou moins mystérieux. Ils se préparaient à l'arrivée de quelqu'un d'important de Washington qui voulait m'inviter à participer aux plans de l'administration nord-américaine sur le Nicaragua.

Finalement, en novembre 1982, David m'a demandé de dîner avec lui dans sa chambre de l'hôtel Hollyday-Inn au centre de Miami. J'y ai fait la connaissance de l'homme qui venait de Washington, Tony Feldman. Il pouvait avoir la quarantaine, il était intelligent et bien mis; il avait le cheveu rare, un visage large, le sourire facile et de belles manières; il aurait fait un excellent vendeur d'automobiles. Il m'a proposé de faire partie d'un directoire de sept membres de la FDN; ils avaient décidé qu'un directoire plus important était difficilement manipulable. Il a promis que ce directoire aurait le soutien total du gouvernement des Etats-Unis et que nous entrerions triomphalement à Managua en juillet 1983. Quand je lui ai dit qu'une date si proche ne me semblait guère réaliste, il a admis que la victoire pourrait peut-être tarder jusqu'à la fin de cette année-là.

(L'objectif de la CIA)

J'étais satisfait de voir que les Nord-Américains s'étaient engagés dans notre cause au point d'y jouer un rôle de belligérant, ce qui était cependant une sur-

prise pour moi. J'ai accepté la proposition de la CIA. Dans les jours suivants Feldman a pris le contrôle de l'opération et il a transféré les bureaux deux rues plus loin, vers l'hôtel Quatre-Ambassadeurs où nous nous réunissions souvent. Les gens de Washington voulaient à tout prix avoir une femme dans le directoire. Quel était mon avis sur Lucía Cardenal, la veuve de Jorge Salazar? J'ai reconnu que le choix était positif. Ils ont fait la liste des qualités requises pour les membres du directoire: avoir été anti-somoziste, avoir une bonne renommée et peu d'âpreté à l'argent; être également prêt à vivre au Honduras et se donner à temps complet à la politique. Ils ont très vite donné des noms, comme quelque chose de spontané, mais j'ai senti qu'ils avaient déjà décidé de la composition du directoire; et il était évident qu'ils ne voulaient pas de Francisco Cardenal en raison de ses mauvais rapports avec Bermúdez. Quand il eut vu qu'ils ne l'avaient pas nommé au directoire, Cardenal a renoncé à la politique; il est aujourd'hui dans les assurances à Miami.

Mes collègues et moi avons cherché à orienter la discussion sur les points essentiels nous concernant. Comme nous savions que Bermúdez avait expulsé Cardenal du Honduras, nous voulions des garanties concernant l'autorité des civils sur les militaires. Feldman et ses aides m'ont dit qu'ils voulaient réduire le pouvoir de Bermúdez en le neutralisant par un directoire important. Je voulais que les Nicaraguayens approuvent le budget et contrôlent l'argent, ce que Feldman a en principe accepté tout en déclarant qu'il réglerait les détails plus tard. J'ai également demandé une définition claire de nos objectifs et de ceux des Nord-Américains, ce à quoi il ne m'a jamais été répondu.

Nous n'avons pas discuté les détails. Le plus important que nous ai dit Feldman à plusieurs reprises, c'est que la CIA avait dû réunir un groupe de Nicaraguayens anti-somozistes avant le vote de l'"Amendement Boland" au Congrès interdisant l'aide des Etats-Unis aux forces qui combattaient pour faire tomber les sandinistes. Il a insisté sur l'urgence de la publicité que nous devons faire pour influencer la position du Congrès.

La chose étant entendue, nous avons étudié les modalités du maquillage avec d'autres Nicaraguayens qui travaillaient avec moi. Ce sont eux qui ont écrit la déclaration de la conférence de presse (6) dont l'essentiel portait sur le droit de propriété privée et était excessivement anticommuniste. Thomas Castillo, assis à la table de conférence de la chambre des Quatre-Ambassadeurs, l'a lue et s'est exclamé: "Merde! Qui a écrit ça?", en branlant la tête. "On dirait que tout ce que vous voulez c'est uniquement de récupérer ce que vous avez perdu. Vous devez parler de quelque chose de plus progressiste, de plus démagogique. On va faire venir quelqu'un de Washington pour vous aider." C'est comme ça que George est venu de Washington. Mes collègues qui ont travaillé avec lui m'ont dit plus tard qu'il avait insisté pour que tout soit réécrit dans un sens apparaissant plus socialiste. J'ai commencé à comprendre que c'étaient les Nord-Américains qui prenaient les décisions les plus importantes.

Mais mes doutes étaient encore relativement faibles. J'étais convaincu que les sandinistes devaient être écartés. J'ai affirmé à l'époque qu'il fallait voir si les Nord-Américains allaient nous aider, et que la seule façon de le savoir était de jouer leur jeu. C'est pourquoi j'ai laissé mon travail à Cargill et je me suis donné à temps complet à la Force démocratique nicaraguayenne (FDN).

La CIA m'a payé une solde mensuelle de 2.000 dollars plus les notes de frais, et j'ai été chargé des relations publiques. Nous voulions installer le bureau dans un centre commercial ou dans un immeuble de bureaux, mais la CIA n'a pas apprécié la proposition en disant que le local deviendrait la cible de manifesta-

(6) La Conférence de presse du 8 décembre 1982 évoquée au début de ce témoignage [NdT].

tions et de violences dans les protestations contre nous. Ils ont insisté pour que nous louions une suite élégante à l'hôtel David-Williams, à Coral Gables, qu'ils ont payée. Les membres du directoire s'y réunissaient pour préparer les plans de travail, tandis que ceux de la CIA s'asseyaient pour écouter et prendre des notes dans leurs carnets jaunes sur tout ce que nous disions être nos besoins.

(Le travail au Honduras)

La première opération de relations publiques de la FDN n'a pas été mon fait. Je crois qu'elle est venue des chefs de Feldman à Washington. L'idée était de faire une proposition de paix en douze points, action que je jugeais prématurée puisque nous avons lancé notre déclaration de guerre à peine un mois plus tôt. Cependant, le 13 janvier 1983 nous avons rendu publique la proposition de paix, qui était essentiellement une demande de reddition du gouvernement sandiniste.

J'ai demandé pourquoi nous faisons cela. Castillo a expliqué qu'il s'agissait à 90% de propagande. Il a aussi suggéré que j'écrive à l'Internationale socialiste pour demander de nous inviter à sa prochaine réunion annuelle, afin que nous puissions expliquer notre proposition: *"Ils ne vous inviteront pas, mais la presse en parlera et ça fera de la publicité pour le FDN."* De sorte que j'ai signé la lettre à l'Internationale socialiste.

En mars 1983, tandis que Bermúdez et moi étions au Honduras, les cinq autres membres du directoire sont allés en Europe pendant un mois pour présenter le cas de la Contra aux hommes politiques et aux journalistes. L'ancien distributeur de Coca-Cola, Adolfo Calero, qui devenait la force la plus puissante du directoire(7) et Indalecio Rodríguez, ancien vice-recteur de l'Université catholique, ont fait du bon travail en obtenant des soutiens en Allemagne et en Espagne. Mais les trois autres se sont malheureusement occupés plus que tout à profiter des 5.000 dollars que la CIA leur avait donnés à chacun pour leurs dépenses. Lucía Salazar, Alfonso Callejas et Marcos Zeledón, un chef d'entreprise bien connu du Nicaragua, ont fait de leur voyage d'heureuses vacances aux frais du contribuable américain. Zeledón, Salazar et Callejas rataient fréquemment leurs avions et arrivaient en retard aux réunions. L'homme de la CIA qui les surveillait a commencé à se douter qu'il se passait des choses entre eux. *"Zeledón court après Lucía?"* m'a-t-il demandé le lendemain de son retour. *"Je ne sais pas si c'est ça, ai-je répondu, en tout cas il vous a eus."*

J'ai vécu à Tegucigalpa, à la direction du bureau des relations publiques de la Contra et avec l'argent de la CIA. J'ai engagé des écrivains, des journalistes et des techniciens pour rédiger un bulletin mensuel intitulé "Commandos", pour monter une station radio et publier des communiqués de presse. L'ami George avait été nommé sous-directeur du bureau de la CIA à Tegucigalpa et il travaillait avec nous dans une maison de sécurité.

Bermúdez restait au Honduras pour diriger les troupes de la Contra. Indalecio Rodríguez travaillait avec les réfugiés en provenance du Nicaragua. Les quatre autres membres du directoire travaillaient à partir de Miami ou de Washington, surtout pour obtenir les bonnes grâces du Congrès.

J'ai participé à quelques réunions où ceux de la CIA donnaient des conseils sur la façon de gagner des voix pour continuer à recevoir de l'argent du Congrès, bien qu'ils ne fassent pas grand cas du Congrès. Ils disaient que nous pouvions obtenir des voix si nous savions présenter notre cas et avancer une position vis-à-vis du communisme. Ils ont suggéré des noms de membres du Congrès que nous devions essayer de convaincre, et ils nous ont donné d'autres noms de personnalités à contacter.

[7] Adolfo Calero est effectivement devenu le chef de la FDN jusqu'à ce jour [NdT].

J'ai continué de faire pression pour obtenir une définition claire de ce que nous recherchions et de la façon d'y parvenir. Quand nous sommes arrivés au Honduras, la promesse de Feldman que nous entrerions à Managua avant la fin de l'année semblait ne plus tenir.

Le chef de bureau de la CIA à Tegucigalpa me parlait seulement d'obtenir un territoire dans les monts Isabelita et de harceler l'armée sandiniste pour l'affaiblir. Je savais que la CIA était en discussion avec les autres groupes anti-sandinistes de Miami et d'Amérique centrale, mais elle n'a jamais réussi à nous unir. A mon avis, ce n'était pas de simples divergences politiques entre nous qui empêchaient l'unification, car si Bermúdez et les autres gardes nationaux avaient été le seul obstacle, la CIA aurait pu s'en débarrasser. J'ai compris que la CIA voulait nous maintenir séparés pour n'avoir pas à s'engager avec quiconque: ils nous utilisaient pour leurs objectifs à eux, ceux qu'ils nous cachaient, à savoir défendre la doctrine de Monroe (8) et pratiquer la surenchère.

(Les méthodes des militaires de la Contra)

En même temps que j'essayais d'améliorer l'image de marque de la Contra, je commençais lentement à comprendre ce que les plans de la CIA ne mentionnaient pas. C'était pratique courante de la Contra, surtout la première année, de tuer les prisonniers et les collaborateurs des sandinistes. Dans des conversations avec des officiers dans les camps de la Contra le long de la frontière du Honduras, j'ai souvent entendu des phrases comme "Je lui ai coupé le cou", aussi facilement pour eux qu'on écrase un cloporte. C'est pourquoi j'ai dû reconnaître devant les journalistes qu'il y avait des exécutions, en ajoutant que ce n'était pas là notre politique et que nous essayions de perfectionner l'entraînement de nos gens. Ma franchise n'a plu ni à la CIA ni à Bermúdez, mais j'y ai gagné en crédibilité auprès de la presse et je pense que j'ai influencé positivement sur la conduite de la guerre.

J'ai également organisé un programme d'éducation politique pour les soldats, avec l'impression d'un petit manuel intitulé "Le livre bleu et blanc" qui parlait de la signification de la démocratie, de la justice sociale, etc. Les soldats pouvaient le mettre dans la poche et s'instruire sur les questions pour lesquelles ils étaient censés se battre. Le manuel a été du goût des chefs militaires, tout en ne voyant pas son importance; et je doute que Bermúdez l'ait jamais lu.

La portée politique du combat n'a aucune signification pour les commandants: leur croyance simpliste est que Somoza a perdu le pouvoir parce que Jimmy Carter lui a lié les mains, et que s'il n'en avait pas été ainsi Somoza aurait tué beaucoup de gens et aurait gagné. Les officiers argentins qui les entraînaient leur avaient dit qu'ils étaient les seuls en Amérique latine à avoir vaincu les communistes au cours d'une guerre, et que la façon de la gagner c'était de mener une guerre sale comme la leur dans les années soixante-dix. Je suis arrivé à la conviction que l'articulation entre les conseillers argentins et la mentalité des gardes nationaux est l'un des obstacles majeurs à l'orientation de la Contra sur un chemin réellement démocratique.

Le meilleur ami de Bermúdez était Ricardo Lau (9), dit "El Chino", l'un des gardes nationaux de Somoza parmi les plus connus et les plus brutaux. Quelques mois après que Adolfo Calero eut annoncé le départ de Lau de la FDN, "El Chino" était encore la dernière personne à parler le soir avec Bermúdez et la première à lui parler le matin. On disait que Bermúdez avait peur de lui et même de ses hommes. Au cours d'une réunion du directoire, trois de nos principaux officiers

[8] Du nom du président des Etats-Unis qui, en 1823, a défini les principes de politique étrangère des Etats-Unis: affirmation sur la scène internationale, mission de protection du continent américain et rôle hégémonique dans le monde (NdT).

[9] Ancien colonel de la Garde nationale de Somoza, Ricardo Lau a été dénoncé aux Etats-Unis au début de 1985, par le colonel salvadorien Roberto Santivañez, comme étant l'un des assassins de Mgr Romero. A l'époque, Ricardo Lau était en El Salvador pour l'entraînement des Escadrons de la mort. Ricardo Lau a quitté la FDN en début 1983 (NdT).

de renseignement ont déclaré suspecter que Bermúdez et Lau conspiraient pour les assassiner; ils nous ont demandé ce que nous pouvions faire pour les protéger. Nous ne pouvions rien faire. Bermúdez a évidemment nié les accusations.

Mais Bermúdez exigeait une loyauté totale et il terrorisait physiquement celui qui ne s'y prêtait pas. Avec Calero et son principal assistant, un somoziste appelé Aristides Sánchez, il exerçait une autorité indiscutable. En privé nous appelions ce trio "Le triangle des Bermudes" (10).

Point n'est besoin de dire que le directoire civil de la Contra n'a pas réussi à obtenir le contrôle de la partie militaire et que, malgré les promesses de Feldman, nous n'avons même pas pu contrôler le budget; il nous a fallu, à nous Nicaraguayens, six mois pour avoir accès aux livres se trouvant entre les mains des Argentins. Nous n'avions à l'époque que la possibilité d'approuver le budget concernant la nourriture des troupes, les moyens logistiques tels que l'essence ou la location de camions, et les dépenses politiques.

Nous n'avons jamais eu le droit de décider combien nous dépenserions en munitions et quel type d'armement nous voulions - et je ne suis pas sûr que la CIA permettait à Bermúdez d'en décider - vu que, comme civils, nous n'avions aucune idée de la stratégie militaire et qu'il n'existait tout simplement pas de mécanisme de consultation. Quand j'ai cherché à discuter sur le contrôle civil des agents de la CIA, j'ai été diplomatiquement mis à l'écart sous prétexte que nous étions encore dans la phase guerrière du combat. La politique serait discutée plus tard.

(L'affaire du minage des ports par la CIA)

La seule fois où nous, les sept directeurs de la Contra, avons été ensemble au Honduras c'est quand Dewey Maroni, le chef du projet de la CIA, est venu à Tegucigalpa. Nous nous sommes réunis pour la première fois avec Maroni en Juillet 1983 dans une de nos maisons de sécurité. Maroni est un homme costaud avec une énorme poitrine et l'accent du Bronx; il fume le cigare et parle d'autorité. Assis au milieu de nous, il ressemblait à un proconsul qui vient pour dire à ses sujets ce qu'ils doivent faire et comment le faire. Je n'avais jamais vu une telle arrogance dans toutes mes relations de travail avec des étrangers.

Lors de sa deuxième visite en octobre 1983, Maroni a proposé la nomination d'un chef du directoire, idée avec laquelle j'étais d'accord. Il a commencé à dire que le chef devrait travailler à Washington, être connu là, n'avoir pas été somoziste, etc. Il était évident qu'il était en train de décrire Calero, homme politique qui travaille seize heures par jour et admire la CIA comme sa Bible. Nous nous sommes retirés dans une autre pièce pour voter, mais c'était aussi facile à choisir que de donner la couleur du cheval blanc d'Henri IV (11). Après avoir réintégré nos places, Maroni a félicité Calero en l'appelant "Monsieur le Président". Nous avons élu un chef et Maroni, dans une insolite interprétation de la volonté populaire, l'avait aussitôt promu au rang de président de la République.

Le 5 janvier 1984 à 2 H du matin, George m'a réveillé dans ma maison de sécurité à Tegucigalpa et m'a remis un communiqué de presse rédigé en excellent espagnol. J'ai été surpris de lire que nous, la Contra, acceptions avoir miné plusieurs ports nicaraguayens. George m'a dit qu'il s'était dépêché de venir à notre radio clandestine pour lire cette déclaration avant que les sandinistes ne dénoncent le minage. Nous n'avions évidemment pas participé à ce sabotage des ports. C'est là chose habituelle, car la CIA nous a fréquemment attribué le mérite (on a rejeté sur nous la culpabilité) d'opérations que nous ignorions totalement. La

[10] Jeu de mot sur Bermúdez, nom espagnol des Bermudes [NdT].

[11] Dans le texte espagnol, c'est "le cheval blanc de Napoléon" ! [NdT].

CIA s'est servie d'un groupe de Latins pour bombarder les réservoirs d'essence de Corinto en octobre 1983; quand j'ai protesté auprès de George en lui demandant pourquoi la CIA ne nous donnait pas tout simplement l'argent et permettait que des non-Nicaraguayens fassent le travail, il m'a répondu que c'était comme ça parce que Washington le veut.

Pendant ce temps-là, nos opérations manquaient d'appui; nous avions doublé nos forces en 1983 et nous n'avions que peu de mitrailleuses, peu d'avions et une logistique insuffisante quand nous opérions à l'intérieur du territoire nicaraguayen. Finalement nous avons reçu deux avions C-47 que la CIA nous avait promis pendant des mois, qui étaient dépourvus d'instruments modernes et qui n'avaient qu'un faible système de défense; c'étaient de vrais cercueils volants. Je me rappelle m'être réuni à cette époque avec les gens de la CIA à l'hôtel Marriot de Rosling, en Virginie. Un membre du directoire de la FDN m'a annoncé que la CIA lui avait préparé un bon programme pour sa visite à Washington, avec tournée dans les musées et les restaurants. Je lui ai dit: "*N'oubliez pas d'aller au musée Smithsonian, où vous verrez un C-47 aussi vieux que celui que ces messieurs nous ont donné ces jours-ci.*"

(L'affaire du manuel du guérillero de la FDN)

J'ai eu l'impression que la CIA ne tenait pas à ce que nous gagnions. J'avais pensé que nous devions l'emporter sur un peuple, mais la CIA m'a déclaré que c'était impossible, et elle avait raison dans un certain sens. Les gens au Nicaragua croient que les sandinistes s'améliorent et ils ne sont pas encore prêts à un nouveau changement. Un jour, nos troupes ont occupé la ville d'Ocotol quelques heures durant. Mais en nous voyant, les gens ne se sont pas réjouis. Ils ne parlaient pas de nous comme groupe de la FDN et nos soldats ne savaient pas comment s'y prendre avec eux. C'était le prix que nous avions à payer pour n'avoir pas caractérisé nos objectifs démocratiques ni travaillé comme mouvement constitutionnel. Les Nord-Américains voulaient avoir une armée qu'ils puissent contrôler et ils ne voulaient pas prendre le risque d'une insurrection qui échapperait à leur contrôle. Ma position dans la FDN devenait de plus en plus précaire et la succession d'événements qui m'amèneraient finalement à m'éloigner a commencé à cette époque.

En fin 1983 est arrivé au Honduras un homme de la CIA connu comme John Kirkpatrick, un personnage de roman à la Graham Greene. Il était très critique vis-à-vis des hauts dirigeants de la FDN et il était enthousiaste des soldats pauvres et sans grades. Il buvait beaucoup et pleurait souvent. Il était ému de mon travail d'éducation politique auprès de nos troupes, et il voulait préparer un manuel de guerre psychologique.

Nous avons travaillé quelques rares heures par jour pendant deux semaines, et Kirkpatrick mit le point final au manuscrit avec ma secrétaire.

Quand le manuel est sorti de l'imprimerie, j'ai découvert deux passages que j'ai estimé être immoraux et dangereux: l'un recommandait de contracter des tueurs professionnels (12) et l'autre était favorable à l'assassinat de nos propres soldats de la Contra pour en faire des martyrs de la cause (13). Je ne suis pas très enchanté à l'idée d'être transformé en martyr de la CIA pour son combat contre le communisme international. L'assassinat de Pedro Joaquin Chamorro et les sérieuses conséquences d'un changement de destinée d'une nation par l'assassinat

[12] "Selon les possibilités, on contractera des tueurs professionnels pour la réalisation de <tâches> spécifiques et sélectives" [Chapitre 6 de "Operaciones Sicológicas en Guerra de Guerrillas", page 70] [NdT].

[13] "On attribuera des tâches spécifiques à d'autres éléments pour créer un <martyr> de la cause, en amenant les manifestants à s'affronter aux autorités de façon à provoquer des émeutes ou des coups de feu causant la mort d'une ou de plusieurs personnes, qui deviendraient ainsi des martyrs, situation à mettre immédiatement à profit contre le régime pour donner naissance à des conflits plus importants." [Ibid., page 71]. Il ne faut pas oublier que ces consignes sont destinées à des "guérilleros chrétiens" [NdT].

politique étaient des choses encore fraîches dans ma mémoire. J'ai gardé tous les exemplaires du manuel, j'ai embauché deux jeunes pour découper les pages offensantes. Ils l'ont réédité et j'ai pensé que le problème était réglé. J'ai revu Maroni le 14 août 1984 et j'ai alors senti qu'il avait changé de point de vue. Un an plus tôt, il ne tarissait pas d'éloges sur Edén Pastora, et voilà que maintenant il me disait l'avoir oublié, tandis qu'il disait grand bien de Bermúdez: "C'est bien, colonel", disait-il, "continuez comme ça, vos gars font du bon travail". J'ai compris que tout était fini pour ceux d'entre nous qui voulaient faire de la Contra un mouvement politique démocratique.

Peu après, Calero m'a informé que je ne travaillerais plus au Honduras, raison pour laquelle je suis retourné à Miami pour travailler avec le comité local de la FDN. Mais j'avais compris que Calero avait dit aux gens de la Contra de ne m'inviter à aucune réunion de la FDN.

En octobre 1984, un journaliste du "New York Times" réussit à se procurer une copie de la version originale du manuel de guerre psychologique. La publication des passages répugnants ont causé des problèmes à la CIA et à l'administration Reagan. Calero en a immédiatement déduit que c'était moi qui avais donné le texte au "New York Times" pour faire tomber Reagan aux élections présidentielles, ce qui n'était pas vrai. Nous nous sommes réunis une dernière fois à Miami une semaine après les élections et il m'a qualifié de traître. Je lui ai répondu en le qualifiant de dictateur. Le 20 novembre 1984 j'ai reçu une lettre me notifiant que le directoire de la FDN avait décidé à l'unanimité de me relever de mes responsabilités.

(Pour la suppression de l'armée de la Contra)

Je crois que le dialogue politique au Nicaragua devrait être la première priorité des Etats-Unis, vu que la pression militaire n'a pas marché puisqu'elle n'a pas créé les conditions de la démocratie et n'a pas non plus contraint les sandinistes à négocier. Le premier pas vers la réconciliation nationale passe par la suppression de l'armée de la Contra. S'ils demandaient aux "contras" de déposer les armes, les Etats-Unis renforceraient les modérés et affaibliraient les extrémistes des deux bords. Le président Reagan devrait baisser le ton de sa rhétorique exagérée et apporter un soutien réel à l'initiative de paix de Contadora patronnée par le Mexique, la Colombie, le Venezuela et Panama, car Contadora est le choix le meilleur pour parvenir à une solution politique définitive.

Si je suis entré dans la Contra en décembre 1982, c'est parce que je croyais que les Etats-Unis et la CIA voulaient rétablir le propos originel de la Révolution sandiniste. Je suis maintenant convaincu du contraire: la politique des Etats-Unis a pour objectif de détruire la révolution. Ceux qui se sont réellement battus contre l'armée sandiniste éprouvent de vrais ressentiments: ou leur terre a été confisquée, ou ils ont été poursuivis pour des motifs religieux, ou ils se sont sauvés du service militaire. Mais ils sont utilisés par la CIA et par l'administration Reagan comme instruments de la politique extérieure des Etats-Unis, de même que les anciens gardes nationaux et les hommes politiques somozistes qui ne tiennent à revenir au Nicaragua que pour récupérer les fortunes et le pouvoir qu'ils ont perdus en 1979.

Si la Contra arrivait au pouvoir, elle ne ferait que remplacer le sandinisme par un régime de droite qui ne bénéficierait à personne. Ce qui est particulièrement criticable c'est que les leaders civils de la Contra ont des fils à l'âge du service militaire, sans qu'ils les envoient combattre à la guerre dont ils font la louange. Ils préfèrent que les paysans continuent à mourir tandis qu'ils jouissent de la vie à Miami dans l'attente que leur rêve devienne réalité. Je suis maintenant convaincu que la cause de la Contra à laquelle j'ai donné deux années de ma vie, ne propose rien au Nicaragua si ce n'est le retour au passé.

[Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL]

Abonnement annuel: France 310 F - Etranger 370 F - Avion 450 F

Direct. Charles ANTOINE - Imp. DIAL - Com. par. presse 56249 - ISSN 0399-8441